INFLUENCES OCCIDENTALES EN IMERINA ET DESEQUILIBRES ECONOMIQUES AVANT LA CONQUETE FRANCAISE

par
Guy JACOB

La décadence de la monarchie merina est perceptible – certaines sources le montrent – dès avant l'intervention militaire française de 1894 et même celle de 1883. Il ne s'agit pas seulement d'un affaiblissement du pouvoir politique, mais aussi d'une crise générale et profonde. Une crise d'une telle ampleur ne saurait avoir une explication unique. Cependant le rôle négatif d'influences occidentales pacifiques et de celles même qui se voulaient civilisatrices, mérite de retenir particulièrement l'attention.

Mon incompétence et la nécessité de limiter mon propos font que je n'aborderai ici que le problème des conséquences économiques de ces influences. En revanche, c'est globalement que je considèrerai ces dernières : interventions politiques, évangélisation, relations commerciales. Au-delà des conflits – qui opposèrent souvent missionnaires et traitants, quelquefois missionnaires et diplomates – existe une solidarité de fait, bien vue déjà par les contemporains (1). Certes les buts des uns et des autres sont radicalement différents, mais les moyens utilisés sont souvent comparables – et les résultats convergents au plan économique.

---

(1) Un exemple, le négociant Richaud évoque en ces termes l'action, du Capitaine de Vaisseau Dupré, du négociant-armateur Lambert et du R.P. Jouen S.J. : « Ces trois hommes avaient uni leurs efforts et choisi comme emblême de leur union l'ancre, le caducée et la croix ». (*Rapport de LANESSAN*, Déposition des témoins, juin 1884, p. 163).

I

UNE ANALYSE A REPRENDRE

LE PROBLEME A EU DEUX APPROCHES

– La première optimiste – et qui peut être désintéressée dans ses intentions – est implicitement *européocentriste.* Elle présuppose la croyance à l'unicité de la civilisation, à une hiérarchie des cultures avec au sommet la culture occidentale, au «progrès», grâce aux apports européens, des populations dites «primitives» ou «attardées». Cette conception, longtemps presque exclusive, se prolonge fort tard (2). Et dans un concert quasi-unanime, rares sont les voix discordantes, comme celles d'un Le Myre de Vilers ou d'un E.F. Gautier (3).

– La seconde, marxiste, est celle de P. Boiteau dans sa *Contribution à l'histoire de la nation malgache,* parue en 1958. Préoccupé surtout par les relations politiques et économiques, P. Boiteau rappelle une évidence jusque-là trop souvent occultée :

> «Il est impossible... de traiter des rapports des Malgaches et des Européens sans considérer les intérêts qu'ils représentent» (p. 106).

Et il fait cette distinction : si, dès le XVIIIème siècle, l'influence directe des blancs «stimule énormément... le commerce intérieur et la production marchande», en revanche «elle fut en général funeste au peuple malgache» (p. 67).

Si quelques conclusions de P. Boiteau méritent d'être revues, il faut d'abord souligner le caractère novateur de sa recherche. Aujourd'hui, grâce aux apports de la recherche en économie politique et en sociologie, notamment en ce qui concerne le Tiers-Monde, il est possible de procéder à une analyse plus précise de certains concepts.

CONFUSION OU AMBIGUITES DOIVENT ETRE LEVEES SUR TROIS POINTS

La réduction de l'impérialisme à l'impérialisme colonial.

Assimilation bien compréhensible. Il nous est plus facile d'y voir clair aujourd'hui, alors que la décolonisation formelle est achevée. Il en allait autrement durant la période coloniale. Cette confusion permet de comprendre la naissance du mythe d'un possible Meiji (la conquête française aurait porté un coup d'arrêt brutal au développement déjà amorcé de la Grande île), mythe répandu par l'intelligentsia nationaliste au début du XXème siècle.

---

(2) Elle se trouve encore dans la thèse de R. Delval, *Radama II, Prince de la Renaissance malgache,* 1972.

(3) «Il est bien certain que les Merina se sont mis à l'école des Européens et qu'ils leur ont dû un accroissement de force, avant d'éprouver, comme tant d'autres primitifs, que ce sont de dangereux instituteurs» -- (E.F. Gautier, *Madagascar.* 1902).

P. Boiteau a lui aussi – on le comprend, il l'a vécue, il l'a dénoncée – une vision profondément marquée par la «phase coloniale» de l'impérialisme. Dans le gouvernement de Rainilaiarivony, il distingue deux périodes :

– phase 1 : de 1864 à 1880, «phase de développement»
– phase 2 : «phase de régression sous la pression impérialiste, se terminant par la guerre de conquête».

Or, il n'est pas prouvé, loin de là, que la phase 1 ait été une phase de développement. Et la domination occidentale a pu s'exercer, sous d'autres formes, plus subtiles que la pression impérialiste, ce que P. Boiteau lui-même a montré pour des époques antérieures.

La confusion croissance/développement.

La croissance économique, pour peu qu'elle ait quelque aspect spectaculaire, est encore fréquemment confondue avec le développement (4). Or existe entre les deux une différence qualitative fondamentale : le développement est une croissance accompagnée de transformations structurelles. Ou selon la définition de F. Perroux : «le développement est la combinaison de changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global».

A propos de la phase 1, Boiteau parle d'un «développement rapide des industries locales et de l'agriculture» (p. 151). En fait, il s'agit de l'essor de certaines branches de l'artisanat – et de l'industrie du bâtiment – ainsi que de l'acclimatation de nouvelles cultures. Les industries textiles sont en pleine crise (voir *infra*), la production rizicole décline, une menace de disette pèse sur l'Imerina (5). Et Boiteau, très justement, conclut à une augmentation de l'écart des revenus dans cette période, avec une «aggravation du sort des classes pauvres» (p. 152). Ses déductions sont confirmées par les observations de Le Myre de Vilers. La phase 1, avec ses croissances sectorielles spectaculaires, mais aussi la régression de productions essentielles et avec le maintien de structures économiques inchangées, ne peut donc être considérée comme phase de développement.

La valorisation excessive de «l'assistance technique» occidentale.

Il s'agit essentiellement des techniques diffusées par les missionnaires. En effet la portée de l'œuvre de Jean Laborde paraît avoir été plus limitée. Le bilan scientifique, la réussite technologique sont remarquables, mais on peut se demander quelles ont été les répercussions économiques d'une telle action.

---

(4) Sur la dénonciation de cette confusion persistante, voir par exemple Samir Amin, *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, 1976.

(5) Cf. les rapports de Le Myre de Vilers, en particulier ceux du 15 janvier et du 21 mars 1887 – (Ministère des Affaires étrangères, Paris, Madagascar 24).

Le Myre de Vilers (6) apporte à cette question une réponse brutale et sans nuance qui a au moins le mérite de donner un éclairage inhabituel. «En ce qui concerne les ponts, le gouvernement royal a fait de louables efforts pour en établir et si l'on comptait les corvées à leur valeur, on arriverait à des sommes très considérables, plusieurs millions. Mais aucun de ces ouvrages n'a réussi ; tous périssent par le même vice de construction. Les Malgaches ne faisant pas usage de la chaux, encombrent le lit des rivières d'énormes pyramides tronquées en pierre sèche sur lesquelles ils posent des tabliers en bois. De trois choses l'une : ou les piles sont renversées et font barrage, ou les eaux privées de leur débouché normal se fraient une voie à droite ou à gauche, en formant un nouveau lit, ou enfin la plaine est inondée. Chose surprenante, depuis cinquante ans que des missionnaires européens habitent Antananarivo, il n'y en a pas eu un d'assez intelligent pour comprendre et redresser l'erreur commise. Ce fait seul suffirait pour témoigner des services rendus au peuple malgache par l'évangélisation» (7).

Il conviendrait également de s'interroger sur la signification économique de la scolarisation de l'Imerina, en soi réussite impressionnante. Cette scolarisation qui vise d'abord à l'évangélisation, permet de former les cadres religieux et politiques de la monarchie, et joue très bien, comme en Europe, son rôle dans le maintien des hiérarchies sociales (hiérarchies de castes et de sexe). Elle est diffusion du savoir (occidental) et facteur de reproduction sociale. Mais dans quelle mesure a-t-elle été aussi facteur de développement ?

Ces questions préalables posées, j'étudierai deux domaines dans lesquels les influences furent prépondérantes : le commerce extérieur et la politique de réformes ébauchée par la monarchie merina.

II

LES EFFETS PERVERS

Il n'est ni de mon propos, ni de ma compétence d'étudier les motivations d'un tel engouement. Mais avant d'en montrer les répercussions au plan économique, j'aimerais souligner le rôle joué par un «relais» souvent ignoré. A côté de l'exemple directement donné par les Européens séjournant à Madagascar et de l'exemple indirectement apporté par les Malgaches ayant vécu en Europe, il ne faut pas oublier l'action missionnaire. Au début, évangélisation et occidentalisation allaient de pair (8). Si, progressivement, les missions religieuses élabo-

(6) Résident général à Madagascar de 1886 à 1889. Sa correspondance diplomatique est d'un grand intérêt. Agnostique, anticlérical, plein de mépris à l'égard des valeurs de la civilisation occidentale, il ne partage guère les *a priori* culturels de ses contemporains.

(7) Rapport du 21 mars 1887, cité *supra*.

(8) Ainsi dans le nord-ouest de Madagascar les Jésuites expérimentèrent une politique de conversions fondée sur le «moule européen». Ils employaient trois moyens, à leurs yeux essentiels :

rèrent des stratégies plus respectueuses d'une civilisation différente, volontairement ou non, elles ne cessèrent jamais de véhiculer le modèle européen.

L'adoption de ce modèle entraîna un accroissement des importations aux conséquences graves :

– L'achat de vêtements et surtout de cotonnades en provenance de l'étranger provoqua *la ruine des industries textiles locales.* Les productions qui disparaissent tout au long du XIXème siècle, ou qui n'existent plus qu'à l'état de reliquat, ont été minutieusement décrites par G.S. Chapus et Mme B. Dandouau (9) : elles frappent par leur importance et leur variété. Si ces auteurs s'intéressent uniquement aux techniques artisanales et ignorent l'aspect économique de la question, en revanche cet aspect n'a pas échappé à Le Myre de Vilers :

> «Le but principal [des Anglais et des Américains] est de placer de la cotonnade, et le gouverneur d'Ambohinambòarina, ex-évangéliste, très intelligent cependant (sic), me disait pour me faire valoir les mérites de son administration : «Quand je suis arrivé dans la province, il y a vingt mois, à peine deux ou trois personnes portaient-elles des lambas de coton ; aujourd'hui, vous avez pu voir au marché que l'usage en est devenu général. N'ai-je pas fait progresser la civilisation ?»

La lucidité de Le Myre de Vilers peut s'expliquer en partie par la défense des intérêts du commerce français : ce qu'il déplore avant tout, c'est la supériorité anglo-saxonne. Cependant, il poursuit :

> «L'erreur du Dictateur [Rainilaiarivony] est d'autant plus grave que le pays produit, en abondance, les textiles : coton, soie du mûrier, soie indigène, chanvre, raphia, écorces ; que les habitants sont d'excellents tisserands» (10).

Politique économique désastreuse de Rainilaiarivony ou plutôt de sa part faiblesse, voire impuissance ? (11) Quoi qu'il en soit les résultats sont là. Il

---

– l'adoption du vêtement européen présenté comme signe extérieur de la religion catholique ;
– l'apprentissage de la langue française dont la pratique était considérée comme indispensable pour connaître les principes généraux du catholicisme. Catéchistes et maîtres d'école devaient étudier le français pour l'enseigner à leur tour ;
– la formation en dehors du milieu malgache. De jeunes catholiques devaient être formés durant de longues années dans deux maisons fondées à La Réunion, puis installés, par groupes de quelques ménages, dans leur village natal.

(C. Tranchant, *Les missions catholiques à Madagascar, 1869-1894*, D.E.S. d'Histoire, Lyon, 1965).

(9) «Les anciennes industries malgaches», *Bulletin de l'Académie malgache*, 1951-1952, pp. 45-70. Cet article utilise lui-même d'autres sources (Rainitovo, *Antananarivo Fahizay*, 1928, *Antananarivo Annual...*) qui mériteraient une nouvelle lecture.

(10) Rapport du 21 mars 1887, cité *supra*.

(11) Un rapport de Rasanjy incline à pencher pour la deuxième hypothèse. Au-delà de son désir de plaire au pouvoir colonial, Rasanjy révèle une inquié-

serait nécessaire, si cela est possible, de retracer, parallèlement au gonflement des importations, les étapes du déclin des industries textiles en Imerina. Il est cependant évident que ces industries, à l'exception de quelques productions de luxe, sont en pleine décadence bien avant 1895.

— *Un échange inégal*, et peut-être même de plus en plus inégal. Je n'oserais employer ce concept moderne, utilisé pour définir les relations commerciales entre pays industrialisés et pays sous-développés, si une expression de Le Myre de Vilers ne me l'avait suggéré. Il parle de milliers d'hommes employés «au transport à la côte des maigres produits des hauts-plateaux pour les échanger contre des marchandises européennes de basse qualité» (12).

De fait, pour acheter des produits fabriqués européens incontestablement surévalués et devant la nécessité d'augmenter ses propres exportations ou d'accroître ses disponibilités en argent liquide, l'oligarchie merina procède à une mobilisation des esclaves-porteurs (leur nombre augmente considérablement sur la piste Antananarivo-Côte est) et surtout accélère une dégradation du *fanompoana*. Le *fanompoana* était à l'origine une forme de l'allégeance au souverain ou au chef local (transport du bois nécessaire à la construction des cases royales par exemple). Il devient alors véritablement *corvée* au profit non seulement de la monarchie (voir *infra*) mais aussi des officiers (13). La main-d'œuvre est en partie détournée des cultures vivrières prioritaires au profit des intérêts de l'oligarchie. «Les grands commettent des exactions, les pauvres voient augmenter le nombre de leurs corvées et n'ont plus le temps de cultiver les terres. La conséquence est la ruine» (14).

III

L'IMPOSSIBLE PROGRAMME DE LA MONARCHIE MERINA

Si nous passons au plan politique une constatation s'impose : sur la monarchie merina s'amoncellent d'inextricables difficultés. Pour se tirer d'affaire elle exerce également une dure exploitation des couches les plus pauvres de la population.

De ces difficultés, la politique de Rainilaiarivony est partiellement responsable. Certes le Premier ministre hérite d'une situation déjà peu confortable et

---

tude — combien justifiée — du gouvernement merina. «L'énorme stock de ces marchandises importées [toiles européennes et américaines] et leur prix dérisoire ont souvent intrigué le gouvernement malgache qui craignait, dans sa naïveté (sic), une véritable invasion de marchandises et une absorption totale de l'argent du pays. En effet, tous les produits de l'île étaient loin d'égaler les prix de ces marchandises» — (Archives de la République Démocratique Malgache, D 3, rapport de juillet 1902).

(12) Rapport du 15 janvier 1887, A.E., Madagascar 24.

(13) J'emploie ce terme dans un sens comparable à celui qu'il avait dans la France d'Ancien Régime.

(14) Le Myre de Vilers, rapport du 21 mars 1887.

il écarte les visées économiques étrangères par trop voyantes qu'un Radama II était prêt à accepter. En revanche, dans l'intention de faire des réformes «à l'européenne», il impose à l'Etat des obligations hors de proportion avec ses possibilités, et, face à l'étranger, contribue donc à l'affaiblir. Le handicap que constituent les clauses du traité franco-malgache de décembre 1855 ne doit pas être sous-estimé. Mais leur application ne provoque pas un bouleversement ; elle ne fait qu'accélérer un processus de dégradation déjà entamé.

La souveraineté sur l'ensemble de l'Ile.

Les tentatives faites par la monarchie merina pour étendre son autorité sur tout l'île ont été inspirées, au moins partiellement, par les conseils européens. Bientôt cette hégémonie devient une nécessité politique, pour pouvoir affirmer, à l'intention des étrangers – des Français surtout – que la souveraineté de la reine sur Madagascar est effective. Ce qui entraîne, entre autres, les ruineuses expéditions qui devaient aboutir à la conquête de Tuléar (expéditions entreprises en 1890-1891 sur l'injonction du Résident Général de France à Antananarivo).

De telles conquêtes ne correspondent pas à quelque nécessité économique ou démographique, elles sont entreprises pour réaliser un projet politique finalement ruineux. Bien avant l'intervention française la monarchie merina n'est plus conquérante : le sud échappe à son contrôle, dans de vastes régions de l'ouest, où elle exerce un «protectorat» discret, elle est réduite à la défensive. Enfin elle est affaiblie par une véritable épidémie de désertions qui gagnent ses troupes peu désireuses de participer à de lointaines et peu fructueuses tentatives de pacification.

La politique de «modernisation» de Rainilaiarivony.

Cette politique se place dans une continuité, mais le programme du Premier ministre est plein d'une ambition toute nouvelle. Il est persuadé, certains de ses conseillers européens l'en ont convaincu, qu'il fait définitivement entrer Madagascar dans la voie du progrès. Sans entrer dans le détail de réformes bien connues, je présenterai, encore une fois, le point de vue – sans nuance, mais original – de Le Myre de Vilers.

> «Rainilaiarivony, malgré ses bonnes intentions et ses réels talents, par suite des conseils pernicieux des prédicants (sic), a pris la civilisation à rebours. Avant de créer des ressources pour le développement de la richesse publique, il a imposé au peuple les dépenses écrasantes de l'organisation moderne... et d'un seul coup a décrété l'obligation du service militaire, de l'instruction primaire et des cultes» (15).

Autre observation de Le Myre de Vilers : Madagascar est «un pays dont la civilisation présente des contradictions sans précédent» (16).

(15) Rapport du 21 mars 1887, cité *supra*.

(16) Rapport du 3 novembre 1886.

UNIVERSITAIRE TANANARIVE BIBLIOTHEQUE

La tentation est grande de transposer cette analyse – étonnante pour l'époque et de la part d'un diplomate – dans une terminologie marxiste. Le poids sans cesse croissant des superstructures alors que la base économique n'est pas élargie, l'inversion de la hiérarchie infrastructures/superstructures pourraient constituer la *contradiction principale* du régime.

Resterait à vérifier ce schéma. Et tout d'abord en esquissant une estimation du coût de cette politique de «modernisation» (17). Ce coût s'exprime bien plus en jours de corvée qu'il ne s'évalue en piastres. Ainsi la construction des temples semble s'être faite au prix d'une intense mobilisation de la main-d'œuvre gratuite. Cependant la réalité est complexe. Le rôle de la monnaie, encore secondaire, augmente. Les missionnaires ont eux-mêmes contribué à développer le salariat (18). Et moyennant quelques piastres il est possible d'obtenir une exemption de corvée. Mais l'impression dominante reste celle d'un gaspillage considérable de la force de travail, ou de son détournement au profit d'intérêts privés.

La dette : gouffre financier et révélateur d'une crise profonde.

Du traité de décembre 1885, le gouvernement français n'a guère tiré d'avantages précis et il inaugure ce que H. Deschamps appelle un «protectorat fantôme». En revanche, une clause est particulièrement lourde pour la monarchie merina : celle qui l'oblige à verser une indemnité de 10 millions. Tous les efforts de Rainilaiarivony, bientôt lié au Comptoir d'Escompte de Paris par un emprunt de 15 millions vont tendre au remboursement de cette dette (19). Insoluble problème : le versement régulier des semestrialités de la dette est une condition indispensable pour préserver l'indépendance de Madagascar, se procurer le numéraire nécessaire à ces remboursements suscite des tensions intolérables et contribue à affaiblir l'Etat merina.

Ainsi le Premier ministre cède à des étrangers de grandes concessions dont l'exploitation est cause de troubles bien plus que de profit, il inaugure la corvée de l'or qui entraîne la fuite massive des travailleurs, il crée des impôts qui offrent aux officiers de tout rang l'occasion de multiplier leurs exactions. Déserteurs de l'armée, corvéables en fuite, mécontents de tout ordre viennent grossir les rangs des *fahavalo*.

---

(17) Véritable tentative de *Welfare State*, à en croire Le Myre de Vilers : «Ici, tout est gratuit : le culte, l'instruction (on nourrit même les écoliers), le médecin y compris les médicaments et l'hospitalisation ; chaque habitant d'Antananarivo touche ainsi environ 10 F et il ne lui en faut que 25 ou 30 pour assurer son existence» (10 juin 1886).

(18) Cf. Raison (F.), «La fondation des temples protestants à Antananarivo entre 1861 et 1869», *Annales de l'Université de Madagascar*, série Lettres et Sciences Humaines, N° 11, 1970, pp. 34-35.

(19) Soulignons, à son crédit, qu'il ne s'est lié par un emprunt que contraint et forcé, à la différence des souverains de la Tunisie, de l'Egypte ou du Maroc qui s'endettèrent allégrement. Ces derniers créèrent ainsi d'eux-mêmes des conditions idéales pour susciter des interventions impérialistes.

Les difficultés financières créées par une dette relativement modeste montrent la médiocrité des réserves monétaires de l'Ile et apportent une nouvelle preuve de la fragilité de son commerce extérieur. La rapide décomposition du corps social comme de l'appareil d'Etat révèlent combien étaient déjà grandes les faiblesses et les tensions antérieures.

*
* *

Mon observation se place au cœur d'une crise, dans une période où elle apparaît dans toute son évidence. Ses premiers symptômes devraient être cherchés à une époque bien antérieure. Les changements de la politique étrangère adoptée par la monarchie merina permettraient de mieux les déceler. Ainsi se dessine avec une rare vigueur sous Ranavalona Ière une réaction face à la menace européenne (20). Pour être le plus spectaculaire, l'aspect religieux de cette réaction ne doit pas en masquer les autres faces.

A l'image souvent présentée de l'Imerina des années 1880, celle d'une société «traditionnelle» en *transition* vers la modernité, je tendrais à substituer celle d'une société qui devient de *plus en plus dépendante.* De cette dépendance les comportements de l'oligarchie sont objectivement responsables. Rainilaiarivony n'a pas su (ou n'a pas pu) les contrecarrer ; il a été lui-même abusé par le mythe du progrès.

La conquête économique a donc largement précédé la conquête militaire. De cette dernière, le gouvernement français aurait d'ailleurs souhaité faire l'économie (21). La phase coloniale, pour traumatisante qu'elle ait été, ne constitue qu'un «avatar» (22) de l'impérialisme. L'impérialisme a précédé la colonisation, comme il tente de lui survivre.

---

(20) Cf. Ayache (S.), «Esquisse pour le portrait d'une reine : Ranavalona Ière» *Omaly sy Anio* N°s 1-2, 1975, pp. 251-270.

(21) Pensée nettement exprimée sous Napoléon III, au moment où se développe un capitalisme saint-simonien particulièrement dynamique. Le gouvernement impérial recommande au gouverneur de La Réunion de suivre une politique pacifique à l'égard de Ranavalona Ière et ne désespère pas de réussir une percée purement économique. Et l'ahurissante politique de la «porte ouverte», spontanément pratiquée par Radama II, comble un moment ses espoirs — (cf. Archives du Ministère des Affaires étrangères, Paris, en particulier Papiers Rouher, volume 3).

(22) Coquery-Vidrovitch (C.), «De l'impérialisme britannique à l'impérialisme contemporain : l'avatar colonial» in J. Bouvier et R. Girault, *L'impérialisme français d'avant 1914,* 1976, pp. 85-124.